

ETATS-UNIS - LOI POUR LA LIBERTE ET LA SOLIDARITE  
DEMOCRATIQUE A CUBA

Demande d'établissement d'un groupe spécial présentée par  
les Communautés européennes

La communication ci-après, datée du 3 octobre 1996, adressée par la Délégation permanente de la Commission européenne à la Mission permanente des Etats-Unis et à l'Organe de règlement des différends est distribuée à la demande des Communautés européennes.

Le 3 mai 1996, les Communautés européennes, agissant pour leur propre compte et pour le compte de leurs Etats membres (ci-après dénommés collectivement les CE), ont demandé à tenir des consultations avec les Etats-Unis d'Amérique conformément à l'article 4 du Mémorandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (le Mémorandum d'accord), à l'article XXIII:1 de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (GATT de 1994) et à l'article XXIII:1 de l'Accord général sur le commerce des services (l'AGCS), au sujet de la Loi de 1996 pour la liberté et la solidarité démocratique à Cuba (la loi Libertad) et des mesures connexes. Cette demande a été distribuée aux Membres de l'OMC le 13 mai 1996 (WT/DS38/1).

Des consultations ont eu lieu avec les Etats-Unis le 4 juin et le 2 juillet 1996 à Genève et le 23 septembre 1996 à Washington. Ces consultations, qui ont aussi comporté des échanges de questions et de réponses par écrit, ont permis de mieux comprendre les positions respectives mais n'ont pas abouti à une solution satisfaisante de la question.

Les principales mesures des Etats-Unis contestées par les CE sont les suivantes:

a) application extraterritoriale de l'embargo commercial des Etats-Unis à l'égard de Cuba dans la mesure où il restreint les échanges entre les CE et Cuba et entre les CE et les Etats-Unis. Cet embargo est appliqué en vertu du règlement de 1962 pour le contrôle des avoirs cubains, qui est maintenant codifié dans la partie 515 du titre 31 du Code of Federal Regulations. Il est confirmé, codifié et renforcé par les articles 102 et 110 de la loi Libertad;

b) refus de l'accès au contingent tarifaire des Etats-Unis pour le sucre en vertu de l'article 902 c) de la Loi de 1985 sur la sécurité alimentaire, repris dans l'article 110 c) de la loi Libertad qui interdit l'attribution de toute partie du contingent de sucre à un pays qui est importateur net de ce produit, à moins que ce pays ne certifie qu'il n'importe pas de sucre cubain qui pourrait arriver indirectement aux Etats-Unis. Plusieurs Etats membres des CE sont importateurs nets de sucre et ils n'ont pas pu exporter de sucre vers les Etats-Unis dans le cadre du contingent en raison de cette disposition;

c) refus du passage en transit des marchandises communautaires et des navires des Etats membres des CE par les ports des Etats-Unis en application de l'article 6005 b) de la Loi de 1992 pour la démocratie à Cuba. Cette disposition interdit (sauf sur présentation d'une licence spéciale octroyée par le Département du Trésor des Etats-Unis):

- aux navires transportant des marchandises ou des passagers à destination ou en provenance de Cuba ou transportant des marchandises dans lesquelles Cuba ou un ressortissant cubain a un quelconque intérêt d'entrer dans un port des Etats-Unis; et
- aux navires qui sont entrés dans un port cubain pour faire le commerce de marchandises ou de services de charger ou de décharger du fret dans les ports des Etats-Unis dans les 180 jours après qu'ils ont quitté le port cubain;

d) interdiction faite aux personnes des Etats-Unis, en application de l'article 103 de la loi Libertad, d'accorder un prêt, un crédit ou une autre forme de financement (ce qui inclut les garanties de bonne fin, les assurances et certains versements) à une personne pour des transactions mettant en jeu des biens confisqués sur lesquels un ressortissant des Etats-Unis peut faire valoir un droit;

e) en vertu du Titre III de la loi Libertad, ouverture d'un droit en faveur des citoyens des Etats-Unis de poursuivre des personnes et sociétés des CE auprès des tribunaux des Etats-Unis pour obtenir une indemnisation en ce qui concerne des biens cubains sur lesquels ces ressortissants des Etats-Unis peuvent faire valoir un droit, au cas où les personnes ou sociétés des CE en question ont fait le "trafic" de ces biens confisqués par le gouvernement cubain à des personnes qui étaient ou sont maintenant des ressortissants des Etats-Unis;

f) en vertu du Titre IV de la loi Libertad, refus d'accorder des visas aux personnes qui ont participé à la confiscation de biens ou fait le "trafic" de biens confisqués sur lesquels un ressortissant des Etats-Unis peut faire valoir un droit et aux personnes qui sont membres de la direction ou mandants d'une entité qui a participé au "trafic", etc. de ces biens ou actionnaires ayant une participation majoritaire dans une telle entité et exclusion des Etats-Unis (ou menace d'exclusion) desdites personnes. Les conjoints, enfants mineurs et agents de ces personnes se voient également refuser des visas et sont exclus des Etats-Unis en vertu de cette disposition.

En vertu de l'article XXIII du GATT de 1994, de l'article XXIII de l'AGCS et des articles 4 et 6 du Mémoire d'accord, les CE demandent qu'un groupe spécial soit établi à la prochaine réunion de l'Organe de règlement des différends, prévue pour le 16 octobre 1996.

Les CE demanderont en particulier que le groupe spécial constate, après examen, ce qui suit:

- i) les mesures décrites au point a) ci-dessus sont incompatibles avec l'article XI du GATT de 1994;
- ii) les mesures décrites au point b) ci-dessus sont incompatibles avec l'article XIII du GATT de 1994;
- iii) les mesures décrites au point c) ci-dessus sont incompatibles avec l'article V du GATT de 1994;
- iv) les mesures décrites au point d) ci-dessus sont incompatibles avec l'article XI de l'AGCS;

- v) les mesures décrites aux points e) et f) ci-dessus sont incompatibles avec les articles II, III, VI, XVI et XVII de l'AGCS et les mesures décrites au point f) sont aussi incompatibles avec les paragraphes 3 et 4 de l'Annexe de l'AGCS sur le mouvement des personnes physiques;
- vi) même si, en totalité ou en partie, elles ne sont pas contraires au GATT de 1994, les mesures décrites aux points a), b), c), d), e) et f) ci-dessus annulent et compromettent des avantages auxquels les CE auraient pu s'attendre à bénéficier directement ou indirectement au titre du GATT de 1994. Les avantages auxquels les CE auraient pu s'attendre sont l'exportation sans restriction de marchandises communautaires à destination de Cuba et des Etats-Unis sans que cette exportation donne lieu ou soit assujettie à une action juridique injustifiée et à l'exclusion de personnes des Etats-Unis, ou offre l'occasion d'une telle action;
- vii) même si, en totalité ou en partie, elles ne sont pas contraires au GATT de 1994, les mesures décrites aux points a), b), c), d), e) et f) ci-dessus entravent la réalisation d'un objectif du GATT de 1994. Les objectifs dont la réalisation est entravée sont notamment l'expansion de la production et du commerce, l'équilibre global des droits et des obligations entre les Membres de l'OMC, en particulier le droit d'accès aux marchés, et le principe, reconnu dans la jurisprudence du GATT, selon lequel les Membres de l'OMC ne devraient pas essayer de forcer d'autres Membres de l'OMC à modifier, par le jeu de sanctions commerciales, les politiques relevant de leur souveraineté;
- viii) même si, en totalité ou en partie, elles ne sont pas contraires aux dispositions de l'AGCS, les mesures décrites aux points d), e) et f) ci-dessus annulent et compromettent des avantages auxquels les CE auraient pu raisonnablement s'attendre en raison des engagements spécifiques pris par les Etats-Unis et Cuba au titre de cet accord. Ces avantages sont l'absence d'obstacles au commerce des services entre les CE et les Etats-Unis et entre les CE et Cuba qui sont imputables à l'interruption des services financiers, à la menace d'une saisie des avoirs pour répondre à des demandes d'indemnisation en rapport avec le trafic de biens et aux tracasseries subies par les citoyens des CE qui se voient refuser des visas et exclure des Etats-Unis (ou menacer d'exclusion).

Le résumé ci-dessus vise à décrire brièvement le fondement juridique de la plainte, suffisamment en détail toutefois pour présenter clairement le problème mais sans préjudice des arguments que les CE pourront développer devant le Groupe spécial.

Les CE demandent que le Groupe spécial soit établi avec le mandat type ou tout autre mandat qui pourrait être convenu en application de l'article 7 du Mémoire d'accord.